

IR

UNAMIR MANDATE

9 JUNE 1995

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED

RH/MG APR 2009

UN ARCHIVES

SERIES S-1120

BOX 53

FILE 6

ACC. 1998/0278



---

*Bureau du Porte-parole*

---

**LE CONSEIL DE SECURITE MODIFIE ET RENOUVELLE LE MANDAT  
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 DECEMBRE 1995**

---

**Résolution 997 (1995) adoptée à l'unanimité, le 9 juin 1995****Texte de la résolution****Le Conseil de sécurité,**

**Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993, par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994 et 965 (1994) du 30 novembre 1994, qui énoncent le mandat de la MINUAR,**

**Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 4 juin 1995 (S/1995/457),**

**Rappelant aussi sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées de certains crimes au Rwanda,**

**Soulignant qu'il importe de parvenir à une réconciliation authentique de tous les membres de la société rwandaise dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha,**

**Prenant note avec une vive préoccupation d'informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime mèneraient des préparatifs militaires et feraient des incursions de plus en plus fréquentes au Rwanda et soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires destinées à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné qu'il est fort probable que ces armements seraient destinés à être utilisés au Rwanda,**

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de stabilité et de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant aussi qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Demandant de nouveau à tous les États d'appliquer les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

Réaffirmant qu'il est nécessaire de régler à long terme les problèmes de réfugiés et problèmes connexes dans les États des Grands Lacs et notant avec satisfaction, par conséquent, que le Secrétaire général a l'intention de nommer un Envoyé spécial chargé de procéder à des consultations concernant la préparation et la convocation, dans les plus brefs délais, de la Conférence régionale sur la sécurité, la stabilité et le développement,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR jusqu'au 8 décembre 1995 et autorise une réduction des effectifs, qui seront ramenés à 2 330 soldats trois mois après l'adoption de la présente résolution et à 1 800 soldats un mois plus tard;

2. Décide de maintenir à son niveau actuel l'effectif des observateurs militaires et du personnel de la police civile;

3. Décide, compte tenu de la situation actuelle au Rwanda, de modifier le mandat de la MINUAR en lui assignant les fonctions suivantes:

a) User de ses bons offices pour faciliter la réconciliation nationale dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;

b) Aider le Gouvernement rwandais à faciliter le retour librement consenti des réfugiés, en toute sécurité, ainsi que leur réinsertion dans leur milieu d'origine, et, à cette fin, appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour instaurer un climat de stabilité et de confiance, grâce à des activités de surveillance menées dans l'ensemble du pays par des observateurs militaires et des observateurs de police;

c) Faciliter l'aide humanitaire, ainsi que la fourniture d'une assistance et de services spécialisés en matière de génie civil, de logistique, de santé publique et de déminage;

d) Aider à l'instruction d'une force de police nationale;

e) Contribuer à assurer la sécurité, au Rwanda, du personnel et des locaux des organismes des Nations Unies, du Tribunal international pour le Rwanda, notamment en assurant en permanence la protection du Bureau du Procureur, ainsi que des spécialistes des droits de l'homme, et contribuer également, si besoin est, à assurer la sécurité des organismes humanitaires;

4. Souligne que les restrictions imposées par la résolution 918 (1994) en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels qui y sont spécifiés à des personnes se trouvant dans des États voisins, si ces armements ou ces matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda;

5. Demande aux Etats voisins du Rwanda, de façon à éliminer des facteurs contribuant à la déstabilisation de ce pays, de prendre des mesures pour veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas fournis aux camps de réfugiés rwandais se trouvant sur leur territoire;

6. Prie le Secrétaire général de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies, et de consulter en priorité le Gouvernement zaïrois concernant le déploiement d'observateurs, y compris dans les aéroports situés dans l'est du Zaïre, afin de contrôler la vente ou la livraison d'armements et de matériels susmentionnés; prie aussi le Secrétaire général de lui faire rapport sur cette question un mois au plus tard après l'adoption de la présente résolution;

7. Prend note de la coopération existant entre le Gouvernement rwandais et la MINUAR aux fins de l'accomplissement de son mandat, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à mettre en oeuvre les accords conclus entre eux, en particulier l'Accord sur le statut de la Mission, en date du 5 novembre 1993, ou tout accord qu'ils pourraient conclure ultérieurement pour remplacer cet Accord en vue de faciliter la mise en oeuvre du nouveau mandat;

8. Rend hommage aux États, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées qui étaient dans le besoin, les encourage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;

9. Demande aux États et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris d'apporter une aide au relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;

10. Encourage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, dont celles des organisations et organismes qui s'occupent de questions humanitaires et de développement, ainsi que celles des spécialistes des droits de l'homme;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter d'ici au 9 août 1995, puis le 9 octobre 1995 au plus tard, un rapport sur la manière dont la MINUAR s'acquitte de son mandat, sur

la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés;

12. Décide de rester activement saisi de la question.
- 

**NB**

- La MINUAR a été, à l'origine, établie par la résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993. La résolution 918 (1994) a étendu le mandat de la Mission pour inclure la responsabilité de la sécurité des civils et de l'opération humanitaire; elle a augmenté sa force à hauteur de 5,500 soldats et a imposé un embargo sur les armes au Rwanda.
- Dans son acte de ce jour, le Conseil a affirmé que les restrictions du chapitre VII imposées par sa résolution 918 (1994) s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels à des personnes dans les États voisins du Rwanda, si ces armements et matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda. Le Conseil a lancé un appel aux Etats voisins du Rwanda pour qu'ils prennent des mesures afin de veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas transférés dans des camps Rwandais situés sur leur territoire.

\*\*\*\*\*

- Dans une déclaration au Conseil, le Représentant du Zaire, a demandé une enquête indépendante pour réfuter les allégations selon lesquelles son pays était impliqué dans la vente et la livraison des armements destinés à être utilisés au Rwanda. Il a déclaré qu'il revenait au Gouvernement du Rwanda de créer un climat favorable au retour des réfugiés.
  - Le Représentant du Rwanda, prenant la parole après le vote, en a appelé à la fin de l'embargo sur les armes contre son Gouvernement et a demandé l'établissement d'une commission internationale chargée d'examiner le problème des camps de réfugiés. Il a ajouté que les modifications dans le mandat de la MINUAR reflétaient l'évolution de la situation dans son pays.
-